

Unité départementale Meurthe et Moselle / Meuse
11 rue de l'île de Corse
CS 12247
54035 NANCY

NANCY, le 06/06/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/02/2023

Contexte et constats

Publié sur 

ADVENIS PROPERTY MANAGEMENT

1 Rue Simon De Laplace
Cedex 03
57078 Metz

Références : BV/IP/0685_2023

Code AIOT : 0003013207

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/02/2023 dans l'établissement ADVENIS PROPERTY MANAGEMENT implanté ZI de Gondreville 54840 Fontenoy-sur-Moselle. L'inspection a été annoncée le 12/01/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ADVENIS PROPERTY MANAGEMENT
- ZI de Gondreville 54840 FONTENOY-SUR-MOSELLE
- Code AIOT : 0003013207
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ADVENIS exploite un entrepôt de stockage « à blanc », d'une surface de plancher d'environ 32 500 m², mis en service le 22/02/2021. Le jour de la visite, trois locataires occupaient des cellules (épicerie sèche, produits frais, papiers).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- stockage de matières dangereuses, bruit, défense incendie.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1) | Proposition de délais |
|----|-----------------------|--|--|---|-----------------------|
| 1 | condition de stockage | AP de Mise en Demeure du 25/02/2022, article 1-1 | / | Lettre de suite | 1 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---------------------------|--|--|-------------------|
| 2 | attestation de conformité | AP de Mise en Demeure du 25/02/2022, article 1-2 | / | Sans objet |
| 3 | défense incendie | AP de Mise en Demeure du 25/02/2022, article 1-3 | / | Sans objet |
| 4 | bruit | AP de Mise en Demeure du 25/02/2022, article 1-4 | / | Sans objet |
| 5 | condition de stockage | Arrêté Préfectoral du 26/07/2019, article 8.2.6 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente visite avait pour objet de contrôler le respect de l'AP de mise en demeure n° 2021-1261 du 25/02/2022. Les éléments produits par l'exploitant établissent la conformité partielle de l'installation au titre des prescriptions de l'AP de mise en demeure.

Les mesures mises en oeuvre par l'exploitant ne permettent pas de satisfaire pleinement à la prescription de l'AP de mise en demeure visant la hauteur maximale de stockage des matières dangereuses, qui est fixée à 5m.

L'inspection a constaté la conformité aux prescriptions visant les 3 autres points de l'AP de mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : conditions de stockage

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 25/02/2022, article 1-1 |
| Thème(s) : Risques accidentels, stockage |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : La société [...] est mise en demeure [...] de transmettre à l'autorité administrative, 1-1 : les éléments justifiant le respect de la hauteur maximale de stockage des matières dangereuses (Référence réglementaire : arrêté préfectoral complémentaire du 06/10/2020 - article 8.2.7) |
| Constats : Si les racks de stockage ont été manifestement remanié depuis la visite de 2021, qui avait conduit la prise de l'arrêté préfectoral de mise en demeure objet du présent constat, lors de la visite, l'inspection n'a pas été en mesure d'identifier d'éléments de repère matérialisant la limite de stockage à 5m, à laquelle sont soumises les matières stockées dans la cellule des matières dangereuses. Ainsi les mesures mise en oeuvre par l'exploitant ne permettent pas de satisfaire pleinement à la prescription de l'AP de mise en demeure. Il appartient à l'exploitant de garantir en tout temps le respect de la hauteur maximale de stockage fixée à 5 mètres, par des moyens factuels et pérennes (par exemple par la matérialisation par un marquage visuel de cette hauteur). L'exploitant transmettra au Préfet de Meurthe-et-Moselle, sous un délai n'excédant pas un mois, des éléments circonstanciés démontrant la mise en oeuvre de cette mesure. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Lettre de suite |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 2 : attestation de conformité

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 25/02/2022, article 1-2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, conformité |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : La société [...] est mise en demeure [...] de transmettre à l'autorité administrative, 1-2 : l'attestation de conformité aux dispositions de l'arrêté préfectoral 20180048 du 26 juillet 2019 modifié (Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 26/07/2019 – article 1.3.1) |
| Constats : L'exploitant a transmis une attestation de la société OJIREL, le précédent exploitant de l'entrepôt, en date du 09/03/2022 qui fait état de l'évaluation de la conformité réglementaire de l'entrepôt par la société QUALICONSLT, qui a consigner son évaluation dans un rapport du 17/03/2021. Le contenu de l'étude n'appelle pas de remarques de l'inspection. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 3 : défense incendie

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 25/02/2022, article 1-3 |
| Thème(s) : Risques accidentels, défense incendie |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : La société [...] est mise en demeure [...] de transmettre à l'autorité administrative, 1-3 : les éléments justifiant l'organisation d'un exercice de défense contre l'incendie (Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 26/07/2019 - article 8.2.9) |
| Constats : Préalablement à la visite, l'exploitant avait transmis le compte-rendu de deux exercices incendies réalisés en 2021 (29/07 et 09/12) dans la cellule louée par EPISAVEURS. L'exploitant a transmis le compte-rendu de l'exercice d'évacuation et de défense incendie réalisé le 30/05/2022 et qui a touché les deux locataires de l'entrepôt (LIDL et EPISAVEURS). S'agissant du scénario de l'exercice, l'exploitant a mis en œuvre un dégagement de fumée factice. Les conclusions de ces trois exercices n'appellent pas de remarques de l'inspection. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 4 : bruit

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 25/02/2022, article 1-4 |
| Thème(s) : Risques accidentels, bruit |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : La société [...] est mise en demeure [...] de transmettre à l'autorité administrative, les éléments justifiant la réalisation de mesure du niveau de bruit (Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 26/07/2019 - article 9.2.3.1) |
| Constats : L'exploitant a transmis le compte-rendu de la campagne de mesure du bruit réalisée en 2022 (rapport DIAKUSTIC 16/03/2022). Le contenu de l'étude n'appelle pas de remarque de l'inspection. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 5 : conditions de stockage

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2019, article 8.2.6 |
| Thème(s) : Risques accidentels, produits chimiques |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : (modifié par APC 2019-2664 du 06 octobre 2020 – article 6) Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse [...] ne doivent pas être stockées dans la même cellule, sauf si l'exploitant met en place des séparations physiques entre ces matières permettant d'atteindre les mêmes objectifs de sécurité. |
| Constats : Si la cellule de stockage dispose d'une fosse de rétention commune, pour se prémunir des réactions susceptibles de se produire dans celle-ci, l'exploitant a mis en place un stockage différencié entre les matières basiques et les matières acides dans la cellule de stockage. Ainsi la cellule est séparée en deux zones : les matières basiques sont stockées dans la zone de droite, alors que les matières acides sont stockées dans la zone de gauche, dans des casiers disposant de bac de rétention mobiles individuelles. Si les rétentions mobiles individuelles satisfont au critère de séparation physique, l'exploitant doit garantir la suffisance de la capacité ainsi que la résistance de la rétention aux produits qu'elle est susceptible de contenir. Lors de la visite, l'inspection a constaté la présence de matières (liquides, solides), stockées dans des contenants de différentes natures. S'agissant des liquides, les contenants les plus imposants disposaient d'une capacité de 5L et 20L. L'inspection a constaté l'adaptation des rétentions individuelles mobiles à la capacité et la dangerosité des contenants entreposés. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |